

RÉFORME ?

Alternons : après un éditorial-fleuve (n° 55), qui a eu le mérite de susciter des débats, un oued - pas encore gonflé - sur la réforme de la coopération.

On se contentera de citer la conclusion de l'appréciation émise par Marc Pilon, président de l'Observatoire permanent de la coopération française¹ aux Nouvelles de SUD² : « Si cette réforme traduit un "consensus politique", ne nous faisons alors aucune illusion. S'il ne s'agit que d'un "compromis d'étape" vers un changement de politique, attendons la suite.

Dans ce cas, la société civile doit se tenir prête à répondre à l'ouverture proposée, à montrer toute sa capacité de réflexion et son sens de la responsabilité, à savoir exprimer aussi ses exigences ».

Peut-être sera-t-elle dispensée de cet effort. Selon Lionel Jospin, « la réforme de la coopération s'est faite en concertation totale avec l'Élysée »...

1. OPCF. Cet organisme indépendant rassemble une soixantaine d'experts, d'universitaires et de responsables d'ONG.

2. Principal regroupement d'ONG françaises.

SALVES

La Coopération à Quai

Le Conseil des ministres a enfin accouché, aux forceps, d'une « réforme » de la Coopération, promise ou attendue depuis 35 ans. La principale décision annoncée le 4 février est symbolique. Ce n'est pas rien. Cela peut le devenir : en politique, le symbole est une clef, qu'on peut laisser dans un tiroir.

Ainsi est proclamé l'avis de décès de l'ex-ministère des Colonies. Les ex-colonies, devenues souvent protectorats, relèveront désormais, comme tout pays indépendant, des Affaires étrangères. La Direction du Développement fusionnera avec son homologue du Quai d'Orsay, sauf l'Éducation et la Santé. Celles-ci rejoignent la Caisse française de développement (CFD), rebaptisée Agence française de développement (AFD).

Principale inconnue : le rattachement précis de la Mission militaire de coopération. Principal écueil : la CFD, tirelire de l'aide publique, est *de facto* sous la tutelle du ministère des Finances, qui ne s'intéresse pas au développement et ne sait rien de la pauvreté. Dans le schéma annoncé, Bercy agrandit encore sa mainmise sur l'Aide publique au développement. Est-il possible que l'AFD relève d'une tutelle plus éclairée ?

L'avenir de la réforme dépendra beaucoup du choix des hommes appelés à la faire vivre ou la laisser périr. Pour diriger l'AFD, on avance le nom de Pierre Jacquemot, beau-frère du ministre des Affaires étrangères Hubert Védrine, et qui semble animé du même esprit de « résistance » - si l'on en juge à la manière dont, chef de la Mission de coopération au Cameroun, il favorisa l'exploitation dévergondée de la forêt¹ par des entreprises françaises très liées à la fraternelle des réseaux (Foccart, Pasqua et Mitterrand).

1. Cf. Agir ici et Survie, *France-Cameroun. Croisement dangereux*, L'Harmattan, 1996, p. 42-43 (disponible à Survie, 45 F, port inclus).

Zone

Les pays du champ francophone et les chefs d'État amis ne sont quand même pas abandonnés... Les premiers relèvent désormais (avec quelques autres, très pauvres ou bien en cour) d'une « zone de solidarité prioritaire » ; les seconds auront droit à la visite d'un ministre délégué à la Coopération, titre auquel est promu le secrétaire d'État Charles Josselin.

La liste des pays de la « zone », destinataires privilégiés des crédits de coopération, évoluera, nous assure-t-on, en fonction des situations, et des préférences françaises. Elle sera donc très politique, et très révélatrice des finalités de cette « coopération ». Gabon ou pas Gabon ? Les Gabonais n'ont pas besoin d'aide, mais de justice distributive. S'il faut de temps en tempscadeauter l'émir Bongo, autant que cela relève du budget Fêtes et cérémonies du Quai d'Orsay, ou des fonds secrets de Matignon. Grand-prêtre du culte mitterrandien, Roland Dumas serait parfait en maître de cérémonie.

Elf

On ne tire pas sur une ambulance : nous n'insisterons pas sur la valse des millions dans les comptes privés de l'ex-ministre des Affaires étrangères, sur les somptueux « honoraires » reçus de Bongo (en échange de quoi ?), ni sur les cris d'orfraie de la Mitterrandie débusquée.

Reste qu'Elf a corrompu presque tous les compartiments de la classe politique française (la première classe, pas la seconde), et qu'il faudrait que ça cesse. C'était l'objet de la proposition de création d'une commission d'enquête parlementaire présentée par les députés Verts. La France goujate, replète et autosatisfaite n'aime pas les Verts. Encore moins les Verts. Surtout quand elles posent de bonnes questions.

Majorité plurielle oblige, on n'a pas pendu la députée Marie-Hélène Aubert en commission des Affaires étrangères, mais on lui a bien fait comprendre qu'elle se mêlait de ce qui ne la regardait pas : la commission d'enquête a été rejetée, sous d'hypocrites arguties. Une coalition d'associations¹ compte ne pas laisser les choses en l'état. Elle lance une campagne autour d'une évidence : « *Elf ne doit pas faire la loi en Afrique* ». *Survie* et *Agir ici* se sont associées à cet appel.

1. C/o *Cédétim*, 21 ter rue Voltaire, 75011-Paris.

Rwandagate

La pression s'accroît pour demander une autre enquête parlementaire, sur la responsabilité de la France dans le génocide rwandais. Après *Le Figaro*, *L'Express* s'y est mis dans un dossier-canon (12/02/1998), et même *Libération* (02/02/1998). De grandes ONG s'approprient à mener campagne sur ce thème. Il sera difficile de ne pas imiter le Parlement belge.

Est-ce pour réduire la pression ? La France aurait accepté, selon le ministre rwandais des Affaires étrangères, de « *réduire le lourd contentieux entre Paris et Kigali* » (AFP, 18/02/1998). Si l'on pouvait déjà cesser de l'alourdir...

Succession

En 1973, l'opposant tchadien Outel Bono était assassiné en plein Paris, très probablement par un homme du SDECE (l'ancêtre de la DGSE). Initiateur d'un réseau de dispensaires, victorieux d'une épidémie de choléra, ce médecin était devenu trop populaire. Il faisait de l'ombre au président Tombalbaye et contrariait certains Foccartiens.

Vingt ans après, son neveu tchadien Mahamoud Nahor entame à Amiens un remarquable cursus d'études médicales. Rentré à N'Djaména, il y devient, comme son oncle, médecin-chef de l'hôpital central. Il exerce quelques années, à la satisfaction générale, avant de revenir en France se spécialiser en chirurgie. C'est l'occasion d'une maturation politique, en réaction à la sinistre fin de règne d'Hissène Habré.

De retour au Tchad au moment de l'arrivée au pouvoir d'Idriss Déby, en 1990, le docteur Nahor tente brièvement d'aider le nouveau régime à bâtir un État. Édifié par les pratiques du nouveau Président (le sort de certains opposants, la torture, les exactions de la Garde républicaine, le délabrement de la santé publique), il fonde dès 1992 un parti d'opposition, l'Union des forces démocratiques (UFD) - tout en reprenant du service à l'hôpital.

À l'automne 1997, il confie qu'il n'a plus d'autre choix que la rébellion. Le 10 février 1998, il enlève quatre Français, dont un coopérant, pour attirer l'attention sur la complicité de la France dans la prolongation du régime Déby¹. Bien traités, les prisonniers ont été rapidement libérés.

Il est à redouter que cet avertissement sans frais² n'annonce d'autres réactions, plus exaspérées et radicales, à la mainmise française sur le destin politique du Tchad. Pour tous ceux qui le connaissent, le docteur Nahor était un homme paisible...

1. Sources diverses, françaises et tchadiennes, et *Libération* du 07/02/1998.

2. Pour les ressortissants français, mais peut-être pas pour le docteur Nahor, pourchassé par la Garde de Déby et l'« Épervier » tricolore. Le ratissage autour du lieu de détention des 4 Français aurait fait 57 victimes.

Du rab pour la MISAB ?

La Mission interafricaine de suivi des accords de Bangui (MISAB) n'a pu imposer qu'une trêve précaire en Centrafrique. En trop forte proportion, les soudards tchadiens envoyés par Idriss Déby sont devenus eux-mêmes partie au conflit - contre les « mutins », et donc pour le président Patasse. Ainsi conforté, celui-ci ne s'est pas amélioré... Et il a renforcé sa Garde présidentielle.

Tout le monde le sent, le départ de la MISAB risque fort de donner le signal d'une reprise de la guerre civile. L'ONU est prête à remplacer la France dans le parrainage de la force interafricaine. Paris, en effet, ferme ses bases et retire ses troupes de ce pays trop instable.

Mais, débitrice de Déby, la France voudrait que la MISAB 2 conserve les mêmes contingents nationaux que la MISAB 1. L'ancien Premier ministre Jean-Paul Ngoupande, qui fait figure de sage dans la tourmente, tire le signal d'alarme (*Afrique-Express*, 22/01/1998).

Comores : jusqu'où ?

À force d'avoir abusé des Comores comme d'une base mercenaire et mafieuse, à force d'avoir semé, depuis Mayotte refrançaisée, les germes de la division, la Françafrique a laissé l'archipel dans un triste état. Un propos du préfet de Mayotte Philippe Boisadam montre jusqu'où on est tombé : « *L'unité des Comores est une construction artificielle de l'histoire coloniale. Il n'y a pas de race comorienne* ». Faut-il rapatrier ce haut fonctionnaire ? Il pourrait venir nous parler de l'unité raciale de la France...

Autre illustration du niveau : le fils de Bob Denard, Éric, avait obtenu de pouvoir venir gérer le patrimoine comorien de son père, ou plutôt son butin. Il serait pourtant « *fiché par Interpol qui le suspectait de tremper dans les affaires de drogue et de prostitution* ».

Pendant ce temps, l'île d'Anjouan, qui oscille entre le désir d'indépendance et le fantasme de mayottisation, est livrée aux groupes paramilitaires. Elle « bénéficie » de l'ingérence vibronnante des milieux de mercenaires et d'extrême-droite française, qui se servent des Comores comme d'un relais, notamment pour leurs trafics d'armes - jusqu'en Tchétchénie... (*Démocratie-Info*, 01/1998).

C'est dans les mêmes milieux que les réseaux Foccart et Pasqua ont recruté fin 1996 des mercenaires pour Mobutu¹. Et qu'en 1988, fort probablement, a été engagé l'assassin de Dulcie September², la représentante à Paris de l'ANC (le mouvement anti-apartheid de Mandela).

Une épidémie de choléra s'est amorcée à la Grande Comore, où le président Taki, tenu par les réseaux françafricains (cf. *Billets* n° 49 et 51-53), est bien trop affairé pour s'occuper de santé publique.

Jusques à quand ?

1. Cf. Agir ici et Survie, *France-Zaïre-Congo, Échec aux mercenaires*, L'Harmattan, 1997 (60 F à Survie)

2. Cf. François-Xavier Verschave, *La Françafrique. Le plus long scandale de la République*, à paraître fin mars chez Stock.

Kabila vs Tshisekedi

Ce que nous signalions dès notre éditorial de juin 1997 comme la pierre d'achoppement du nouveau pouvoir de Kinshasa - le compromis à trouver avec le mouvement politique et social zaïrois incarné par Étienne Tshisekedi - tourne mal, avec la relégation de ce dernier dans son village natal (voir *À fleur de presse*).

Même si certains succès tactiques ou économiques (il n'est pas difficile de faire mieux que Mobutu en la matière...) peuvent donner l'impression d'une consolidation relative, jamais Kabila ne pourra relever les défis qui assaillent ce pays littéralement miné s'il poursuit sur une pente qui lui aliène progressivement tous ceux qui seraient, potentiellement, des alliés constructifs - intérieurs ou extérieurs.

Car cette pente-là séduit en même temps les alliés précaires, les pilleurs de rentes et autres adeptes de coups ponctuels... où l'on pourrait compter certains personnages habituels en ces *Billets*.

Cette pente entraîne d'énormes risques politiques dans la région des Grands Lacs. Elle suppose en effet que Kinshasa laisse

dégénérer la situation au lointain Kivu, trop pénible à contrôler pour être rentable. À ce compte, estiment la plupart des interlocuteurs sur place, « *le pire est encore à venir* ».

Sierra Leone

Les origines de la crise sierra-léonaise et ses rebondissements sont évidemment complexes. Il n'est pas question de les résumer ici. Rappelons cependant que la guérilla de Foday Sankoh (le RUF), qui déclencha la guerre civile en 1991, est, au sens strict, une filiale de l'entreprise politico-militaro-mafieuse du Libérien Charles Taylor (le NPFL), elle-même sponsorisée par la Françafrique (via Blaise Compaoré et les négociants libano-ivoiriens) ¹.

Après sept ans de guerre civile et 150 000 morts, le NPFL a réussi à porter Taylor à la tête d'un Liberia exsangue, mais toujours aussi riche de matières premières, de pavillons de complaisance et de connexions criminelles. En cours de route, Taylor et ses amis ont eu envie d'exporter la guerre civile chez le voisin occidental du Liberia, le Sierra Leone. Il leur fallait pour cela un prête-nom local. Taylor a poussé l'un de ses combattants, l'ex-caporal sierra-léonais Sankoh, à fonder sa propre rébellion, le RUF.

Sous cette bannière « sierra-léonaise », des employés détachés par la maison-mère NPFL ont pu plus aisément mettre à sac, à feu et à sang le Sierra Leone - un pays riche en diamants.

Coût de cette tentative d'OPA de la firme Taylor sur un second pays : des dizaines de milliers de morts, 400 000 affamés derrière les lignes rebelles, 500 000 réfugiés ou déplacés. Après le Liberia, c'est le Sierra Leone qui a été ruiné - devenant en 1994 le pays le plus pauvre du monde.

On s'était félicité de l'accord de paix survenu en 1996 et de l'élection d'un Président civil, Ahmad Tejan Kabbah. Mais les soudards des deux bords (l'armée sierra-léonaise et les « rebelles » du RUF) se sont alliés en mai 1997 pour remettre le pouvoir au bout des fusils. Ils viennent d'être éjectés à leur tour par le Nigeria, sous couvert d'une force interafricaine.

Le Nigeria est un vieil ennemi de la Françafrique, depuis la guerre du Biafra et durant la guerre du Liberia. Mais, sous la férule dictatoriale du général Abacha, il se rapproche à toute vapeur de Paris. Encore de beaux *deals* en perspective, qui n'enchantent guère les Libériens, ni les Sierra-Léonais, ni les Nigériens. Quant aux Français, ils ne sont pas au courant...

Vous souhaitez un accès plus aisé ou plus thématique aux informations recueillies grâce au travail de *Survie* ?

Vous aimeriez, sur ces questions qui touchent l'avenir d'un continent, davantage de paroles africaines ?

Vous estimez que le travail de mémoire, sur ces sujets, demeure nettement insuffisant ?

Depuis trois mois, une équipe franco-africaine mijote à votre intention une lettre mensuelle,

Afrique Info

Le numéro 3, *Spécial Cameroun* (15 février 1998), comporte un article inédit du directeur du *Messageur*, Pius Njawe - depuis la prison de Douala où il est embastillé. Et diverses rubriques : Paroles africaines - Portrait - Souvenez-vous - Etc.

Abonnement à *Survie* (01 43 27 03 25), aux mêmes conditions que *Billets d'Afrique* (80 F/an ; soutien ou étranger 100 F).

Libérez Pius Njawe !

La condamnation de Pius Njawe est le comble de l'imbécillité. Peut-on continuer de gaspiller l'argent des contribuables français pour verser de l'argent dans les caisses d'un État présidé par un riche imbécile ? Lionel Jospin trouvera bien un « *messageur* » pour faire passer le constat : la ZSP (« *Zone de solidarité prioritaire* ») ne sera pas la SPA (Société protectrice des archaïques).

Seigneurs de la faim

Le régime soudanais a trouvé un moyen assez efficace de contrer la rébellion sudiste de John Garang, la SPLA : il arme à tout va les groupes conduits par divers dissidents de la SPLA, tels Riak Machar et Kerubino Kwanyin Bol. Chacun d'eux se transforme en seigneur de la guerre, à la mode somalienne (*La Lettre de l'Océan Indien*, 30/01/1998). Incontrôlé par Khartoum, le Sud devient ainsi incontrôlable, et donc moins menaçant pour le régime Béchir-Tourabi.

Inconvénient : en mettant la région en coupe réglée, les *warlords* favorisent le retour de la famine. Selon l'ONU, 240 000 personnes déjà vulnérables sont à bout de forces, incapables de subir de nouvelles pénuries. Or l'approvisionnement d'urgence par l'opération *Lifeline Sudan* reste toujours aussi difficile.

Chinese connection

En fait, la junte soudanaise regorge d'armes, qui semble-t-il viendraient de Chine (contre une concession pétrolière ?) : Pékin réduit les effectifs de son armée, ce qui laisse des surplus colossaux. On comprend mieux comment Khartoum peut armer non seulement ses troupes et les dissidents sudistes, mais les guérillas érythréenne, éthiopiennes, ougandaises, etc., ainsi que le *Hutu power* rwandais.

Bons points

* La signature d'une convention fiscale franco-gabonaise permettra au fisc français d'y regarder de plus près dans les revenus des 220 filiales d'entreprises françaises ou sociétés franco-gabonaises et des 11 000 Français domiciliés au Gabon (*La Lettre du Continent*, 12/02/1998). Misère !

* L'ancien Premier ministre norvégien Gro Harlem Brundtland a été élue directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). On peut espérer que cette femme remarquable redonnera le punch nécessaire à une institution indispensable, dévalorisée par la « gestion » de son prédécesseur Hiroshi Nakajima.

Fausses notes

* La France a exporté 50 milliards de F d'armements en 1997 (*Le Monde*, 22/01/1998).

* Le paysage audiovisuel français (PAF) est dominé par Bouygues, la Générale et la Lyonnaise des Eaux, et le pouvoir exécutif. Tous quatre ont d'importants intérêts françafricains. Les ménager suppose de désinformer ou sous-informer le public. Le Parti socialiste avait promis de limiter l'influence sur le PAF des trois groupes privés concernés, mastodontes de l'ingérence et du financement politiques. Tout bien pesé, le projet de loi de Catherine Trautmann préfère regarder ailleurs (*Le Canard enchaîné*, 28/01/1998).

Carnet

* Huit ONG qui décident de travailler de concert, ça vaut d'être signalé. Longue vie au *Groupe Initiative* (CICDA, CIEDEL, CIEPAC, GRDR, GRET, IRAM, Solagral, Vétérinaires sans frontières) ! 30 rue Sainte-Hélène, 69002-Lyon.

* L'association *Sociétés et développements*, animée par Jacques Giri, a entrepris depuis janvier 1998 de diffuser régulièrement des *Notes de lecture* destinées à ceux que submerge la masse des publications traitant, en anglais et en français, des questions de développement. De quoi aiguiller les appétits, et leur éviter parfois de se fourvoyer.

(119 bd. Gabriel Péri, 92240-Malakoff).

* Un nouveau réseau ? Le président de Démocratie libérale, Alain Madelin, rêvait d'étendre sa toile en Afrique. Il y voyage désormais avec un duo d'amis :

- Jean-Yves Ollivier, principal soutien du vainqueur de la guerre civile au Congo-Brazza, Denis Sassou N'Guesso, et vieux routier de l'Afrique australe (Af'Sud, Angola, Comores) ;

- l'ex-ministre de la Coopération Michel Roussin, patron du bétonneur SAE et du CNPF international (*La Lettre du Continent*, 12/02/1998). Un vrai pro : il dirigea la machinerie du RPR jusqu'en 1993 ; c'est lui qui « créa » le faux-facturier Jean-Claude Méry et Louise-Yvonne Casetta (« *la Casette* »), aiguilleurs des valises à billets néo-gaullistes¹. En froid avec Jacques Chirac, il change de club.

* *Le Canard enchaîné* (18/02/1998) signale à notre attention un Monsieur Afrique méconnu, Patrick Maugein - un proche de Jacques Chirac, et son émissaire auprès de quelques amis milliardaires : le Premier ministre libanais Hariri, les présidents angolais et congolais Dos Santos et Sassou Nguesso. Patrick Maugein est dans les meilleurs termes avec Roland Dumas. Comme Jean-Yves Ollivier, il a fait ses premières armes d'intermédiaire en Afrique au début des années 80, dans les opérations de contournement du boycott anti-apartheid.

* Rétro-promotion : le général Sassou Nguesso a finalement refusé le titre de maréchal qui lui avait été décerné, bien fâcheusement (*Billets*, n° 55).

1. Cf. Alain Guédé et Hervé Liffra, *La Razzia*, Stock, 1995, p. 21 et 150s.

(Achevé le 22/02/1998)

ILS ONT DIT

RÉFORME

« Si l'on maintient une structure administrative spéciale pour les Africains, c'est comme s'ils ne pouvaient pas justifier de la relation internationale normale : or nous entendons bien avoir avec eux une relation de partenaires ». (**Charles JOSSELIN**, ministre délégué à la Coopération, entretien au *Monde* du 06/02/1998).

[*Acceptons-en l'augure !*].

« - Pensez-vous que le futur Haut conseil de la coopération internationale sera en mesure de "faire marcher droit" les relations franco-africaines ?

- Ces relations ne sont pas aujourd'hui titubantes... ».

(**Charles JOSSELIN**, réponse à une question de *La Croix*, 06/02/1998).

[*Elles ont atteint le stade du delirium tremens...*].

« C'est ce continent [*l'Afrique*] qui faisait que la France était une grande puissance, qu'elle pouvait faire entendre sa voix. Les socialistes, à l'exception de François Mitterrand - mais était-il socialiste ? -, ont toujours refusé d'aimer les Africains.

[...] Pétrole, matières premières, agriculture, que de richesses ! Alors que nous vivons une véritable guerre économique mondiale, voici donc que nous allons céder notre place, par quelle aberration ? Décidément, certains en France sont tombés sur la tête [...]

Coupés de nos racines africaines, recroquevillés sur une Europe frileuse, [*nous serons*] incapables alors d'être une puissance écoutée. [...] Pour qu'il existe une véritable politique africaine, il faut aimer l'Afrique et les Africains. [...]

Certain d'être le porte-parole des intérêts conjoints de la France et de l'Afrique, je lance un appel à Jacques Chirac pour qu'il refuse vigoureusement l'abandon de la politique africaine de la France ». (**Bernard DEBRÉ**, prédécesseur de Charles Josselin, in *Le Figaro* du 09/02/1998).

RWANDA

« Après le génocide, il y a eu un moment, au Rwanda, de l'été 1994 à la fin de l'année 1995, où les survivants ont cherché à construire autre chose que ce qu'ils avaient vécu, à se réconcilier. C'était un pari politique compliqué, risqué, qui aurait pu marcher parce que des Rwandais étaient prêts à s'y lancer. Il existait [...] des militaires qui reconnaissaient qu'une armée ne peut pas gouverner un pays contre le peuple. Les Rwandais étaient d'une grande lucidité, d'un grand courage, mais il y a eu une carence manifeste de la communauté internationale dans le domaine de la justice. Le tribunal pénal international d'Arusha [...] n'a toujours

pas condamné un seul des responsables du génocide, c'est pourtant sa mission. L'absence de justice a obligé les autorités rwandaises à dessiner un autre scénario politique : s'appuyer sur l'armée. La communauté internationale porte une grande responsabilité dans cet échec.

[...] Tous les Rwandais, dans leur ensemble, sont aujourd'hui victimes de l'échec de la réconciliation nationale. La minorité tutsi qui gouverne et détient le pouvoir militaire essaie d'imposer l'ordre par la force. C'est complètement incohérent parce qu'on ne peut pas faire la guerre contre sa propre population. Quant aux Hutu, ils n'ont pas abandonné leur but : l'extermination des Tutsi. C'est dément, mais réel ». (**Françoise BOUCHET-SAULNIER**, juriste à Médecins sans frontières, entretien à *Télérama* du 04/02/1998. Les deux paragraphes sont des réponses à des questions. Nous en avons inversé l'ordre).

[Dans le second paragraphe, l'interviewée simplifie évidemment (et sans doute dangereusement) la catégorisation Tutsi-Hutu : tous les Tutsis et tous les Hutus ne pensent pas la même chose, bien des Tutsis ne se satisfont pas d'une perspective obsidionale, des Hutu participent au pouvoir ; beaucoup, qui n'y participent pas, n'ont jamais adhéré au projet génocidaire. Néanmoins, le problème est posé : que faire quand subsiste dans une société, massivement, un but réellement « dément » ? La partie désignée comme victime par le projet non virtuel d'extermination ne peut qu'être elle-même acculée à l'inhumanité, sauf si la médiation extérieure joue enfin un rôle positif, pacifiant - alors qu'elle n'a cessé jusqu'ici de jeter de l'huile sur le feu.

L'éditorialiste de Kinyamateka, le bimensuel de l'Église catholique rwandaise (cité par l'agence ARI/RNA, 04/02/1998), observe par exemple que « certains des religieux [étrangers] se sont mêlés dans les problèmes ethniques rwandais. Même s'il est Blanc, il se fait Hutu ou Tutsi de conscience. Cette lacune est encore en nous, nous devons la combattre si nous voulons travailler en faveur du Christ au Rwanda ». *D'autres ont laissé leur vie dans le chantier de reconstruction du pays, tel le Père Vjeko Curic abattu de huit balles le 28 février.*

« Quel projet politique réservez-vous aux Rwandais après la transition ? Personne n'en parle alors que nous allons vers la fin de la transition. Nous pensons que l'Accord de paix d'Arusha reste malgré tout un espoir pour sortir les Rwandais du désespoir actuel. Cet accord prévoyait une Commission pour l'Unité et la Réconciliation nationale qui devait préparer une Conférence nationale. Plus que jamais, cette Conférence nationale est nécessaire pour faire sortir les Rwandais de l'impasse ». (**François-Xavier NSANZUWERA**, ancien procureur de la République de Kigali et ancien président du Comité de liaison des associations pour les droits de l'Homme au Rwanda (CLADHO). Lettre ouverte au président de la République rwandaise).

« On peut toujours dire : c'est trop tard, mais non, rien n'est trop tard puisque des Rwandais restent condamnés à la guerre... Ils continuent à souffrir des mêmes choses qui produiront les mêmes effets.

La France porte une partie importante de la mémoire du Rwanda. Si la France veut aider le Rwanda - au moment où nous parlons du devoir de mémoire, à l'occasion du procès Papon [...] -, ce n'est pas en rachetant sa faute avec quelques deniers, [...], mais en témoignant au tribunal d'Arusha. En révélant la partie de l'histoire rwandaise dont elle a connaissance. La France détient des secrets sur le Rwanda dont les Rwandais ont besoin. Sans ces secrets-là, ils ne peuvent reconstruire leur société » (**F. BOUCHET-SAULNIER**, entretien cité).

[À défaut d'avoir « la » solution, voilà bien quelque chose d'éminemment utile que la France pourrait faire].

« L'armée française n'a pas à rougir de quoi que ce soit *[au Rwanda]*, elle a agi sur ordre » (**F. BOUCHET-SAULNIER**, *ibidem*).

[Cette phrase de conclusion est de trop. Certes, les politiques qui ont donné les ordres ont une responsabilité majeure. Mais le tribunal de Nuremberg a considéré que le fait d'agir sur ordre n'exonérait pas un militaire de sa responsabilité face au génocide. Ni un fonctionnaire (cf. Papon). De plus, au Rwanda, certains militaires français en ont manifestement rajouté].

« Je serai amenée, à plus ou moins long terme, à citer des militaires français en tant que témoins devant le TPR *[Tribunal pénal international pour le Rwanda]* ou le TPI *[Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie]* ». (**Louise ARBOUR**, procureur du TPI et du TPR, entretien à *L'Événement du Jeudi* du 29/01/1998).

ALGÉRIE

« [...] Les maquisards des GIA mènent une guerre barbare qui frappe surtout les populations civiles ; une guerre qui, contrairement à ce que l'on prétend, ne répond à aucun plan d'ensemble ; aucun état-major secret ne planifie les combats dans la perspective de la prise du pouvoir [...].

Au risque de passer pour des dreyfusards attardés, nous n'admettons pas pour notre part qu'un État utilise massivement comme arme de répression la torture et le meurtre. L'un des signataires de ce texte avait dénoncé ces procédés en 1957. Avons-nous tort de les dénoncer encore aujourd'hui ? [...]

L'envoi d'une commission d'enquête internationale sur les violations des droits de l'homme en Algérie est aujourd'hui l'urgence absolue. Le gouvernement de Lionel Jospin s'honorerait en cessant de mettre des obstacles à cette demande, qui est aujourd'hui celle de nombreux États démocratiques. Il pourrait aussi, sans plus tarder, diligenter des enquêtes financières sur les commissions occultes liées aux échanges commerciaux franco-algériens, qui jouent un rôle essentiel dans le maintien au pouvoir des dictateurs d'Alger et dans le martyre du peuple algérien ». (**François GÈZE**, éditeur, et **Pierre VIDAL-NAQUET**, historien, point de vue, *Le Monde*, 04/02/1998).

« - **Le Soir** (14/02/1998, Bruxelles) : *Que vous inspire le satisfecit en matière de démocratisation décerné par les neuf parlementaires européens à l'Algérie ? Pensez-vous que le futur Haut conseil de la coopération internationale sera en mesure de "faire marcher droit" les relations franco-africaines ?*

- **Salima GHEZALI** : [...] Je suis proprement scandalisée par le comportement plein de légèreté affiché par Daniel Cohn-Bendit, et celui, fait de mépris, d'André Soulier, chef de la délégation. On peut parler d'un échec des Européens face à la France. À Strasbourg, en décembre, j'avais rencontré de nombreux parlementaires européens qui s'étaient déclarés décidés à rompre l'hégémonie française qui prévaut dans l'Europe des Quinze pour tout ce qui concerne l'Algérie. Or la France bloque tout le dossier. Et ce qui vient de se passer le confirme : la mission *[composée de 4 députés français sur 9]* était emmenée par un Français. Il

paraît même que ce dernier a été reçu par Jacques Chirac avant d'aller à Alger. Ainsi l'Europe continue, sans surprise, à ne pas se définir et, en fait, à soutenir le régime algérien à l'instigation de Paris.

- *Pourtant, la troïka européenne dépêchée à Alger en janvier s'était montrée plus critique...*

- Il faut croire que, justement, il fallait effacer cette impression. Vous savez, les intérêts financiers priment. Pour le reste, l'Algérie demeure l'une des nombreuses illustrations de l'absence de politique étrangère cohérente des Quinze.

- *Qu'est-ce qui vous heurte le plus ?*

- Sous prétexte qu'ils sont venus sur place quelques jours, ces eurodéputés soutiennent, toute honte bue, le régime, sans un mot pour stigmatiser la dictature, les milliers de morts, la torture ; il fallait sans doute noyer l'idée d'une commission d'enquête internationale.

- *L'Europe vous décourage ?*

- On commence à connaître l'hypocrisie européenne. Il existe bien sûr sur votre continent quantité de gens, d'ONG qui pensent autrement que comme des marchands, mais le numéro gesticulatoire des eurodéputés à Alger cette semaine, c'était la totale ! Enfin, au moins les choses sont claires désormais, on sait comment l'Europe nous traite. Nous avons dû arracher notre indépendance nous-mêmes ; eh bien ! nous arracherons notre démocratie seuls ».

« L'Europe s'est engagée dans un piège : soit un affrontement, soit une compromission avec Alger ». (Luis MARTINEZ, chercheur au Centre d'études et de recherches internationales (CERI), entretien à *Croissance*, 02/1998).

Cour Criminelle internationale

« Sur la question des criminels de guerre, par exemple, même la Chine a une interprétation plus large [du futur rôle de la CCI] que la France ! Il est dommage qu'un pays aussi influent que le vôtre semble mener une politique d'obstruction. La France a adopté des positions si extrêmes qu'elle a perdu, au fil du temps, une part de son prestige et de sa crédibilité ». (Richard DICKER, de *Human Rights Watch*, cité par *L'Express* du 12/02/1998).

À FLEUR DE PRESSE

RÉFORME...

Le Monde, *Une coopération plus exigeante*, 06/02/1998 : « Quant à la volonté d'en finir avec les zones d'ombre de la politique africaine de la France - avec des liens traditionnels que l'on considérerait comme des complaisances clientélistes n'apportant plus, depuis les événements de ces dernières années en Afrique centrale, que rebuffades et discrédit - les socialistes au pouvoir avec Lionel Jospin ont appris à la formuler de façon beaucoup moins schématique. [...] Ils ont convenu qu'on ne peut pas [...] brader la relation privilégiée de la France avec cette partie du continent noir ».

[Ce n'est donc pas encore la nuit du 4 août !]

La Lettre du Continent, *Bolloré/Bouygues : Un empire africain*, 29/01/1998 : « Fin 1997, [...] Vincent [Bolloré] arrive [dans Bouygues] avec une petite participation de verrouillage du capital (10%). [...] La cagnotte africaine du nouveau groupe "BB" (Bolloré-Bouygues) n'est pas négligeable.

Si l'on prend l'exemple de la seule Côte d'Ivoire, "BB" pourrait largement siéger en conseil des ministres, voire prendre la primature. Bouygues, qui contrôle l'eau, l'électricité et l'exploitation du gaz, vient d'achever la grande mosquée et a [...] [obtenu la construction-concession d']un pont sur la lagune [...]. Bolloré contrôle le tabac, une grande partie du transport maritime [...], les plantations, la voie ferrée Abidjan/Ouaga...

Au Cameroun, "BB" va faire un malheur pour le transport et l'équipement du pipeline qui doit évacuer le pétrole du Tchad. En Angola, les perspectives sont encore plus souriantes. Bouygues offshore, qui construit des plates-formes pétrolières [...], va s'équiper d'un navire d'intervention pour l'exploitation des fabuleux gisements en eaux profondes découverts par Elf et Chevron, tandis que Bolloré, déjà dans le tabac, va reprendre [...] [une] base pétrolière [...].

Michel Roussin [...] est rentré en avril 1997 comme administrateur chez Saga [filiale manutention de Bolloré]... Bolloré s'apprête également à recruter un autre ancien maître-espion, sans doute le général Heinrich qui vient d'être remplacé à la DRM (Direction du renseignement militaire) ».

[Michel Roussin, lui, est un ancien haut responsable de la DGSE].

RWANDA

Le Nouvel Observateur, *Rwanda, le réveil de la terreur*, 19/02/1998 (Laurent BIJARD) : « À travers tout le pays, la haine - et son corollaire, la peur - entre Hutus et Tutsis ne cesse de grandir. [...] Chacun redoute aujourd'hui la montée en puissance des extrémismes des deux camps, et la guerre qui, inévitablement, en découlerait. L'air détaché, certains officiers jusqu'au-boutistes de Kigali en viennent à la souhaiter, histoire de remettre une bonne fois pour toutes "les pendules à l'heure". En proie à des dissensions internes, le Front patriotique rwandais (FPR) vient de dissoudre ses instances dirigeantes. [...] Au milieu de ces intrigues politiques, Paul Kagame, le vainqueur de 1994, qui a toujours été partisan d'une solution "nationale" et non ethnique du problème rwandais, se trouve de plus en plus isolé ».

[Les dangers évoqués sont réels, et l'on n'ose à peine y penser. Il faut toutefois signaler que Kagame vient d'être élu à une courte majorité président du FPR, ce qui montre qu'il n'est ni tout-puissant, ni complètement isolé. D'autre part, la dissolution des instances dirigeantes ne venait pas seulement d'« intrigues », mais des vives critiques émises dans la presse et de l'intérieur du FPR sur son fonctionnement et sur son bilan (cf. Billets n° 54).

Divers indices, y compris les condamnations plus fréquentes de militaires coupables d'exactions, semblent montrer une reprise en main militaire et politique succédant à une « collégialité » trop laxiste (discipline, intégrité, compétence). Le pire n'est pas tout à fait sûr].

L'Express, Les Grands Lacs et la France, 05/02/1998 (Alexandre ADLER) : « Ces massacres [de réfugiés hutus réfugiés au Congo-Zaïre] faisaient suite à l'abominable tuerie des civils tutsi au Rwanda par les restes de l'armée hutu du président Habyarimana en 1994. Le nouveau régime rwandais de Paul Kagame, ancien chef de la sécurité militaire du président ougandais, pense encore s'en tirer en développant une campagne de contre-propagande mettant en cause la responsabilité indirecte de la France dans ces massacres. [...]

Mais en réalité [...] les craquements se font terriblement sentir. [...] Les attaques de plus en plus audacieuses de groupes armés hutu au Rwanda, au Burundi, parfois mixtes dans l'ouest de l'Ouganda [...], ainsi qu'au Kivu [...], font peser une redoutable pression sur les deux régimes tutsi, et sur leur protecteur ultime, le président ougandais Museveni [...].

À Kinshasa même, Kabila commence à se demander si l'heure ne serait pas venue de lâcher ses encombrants protecteurs tutsi. Il y a une solution de rattrapage toute trouvée : renouer avec la France, qui appuie la nouvelle alliance dans l'Atlantique Sud du Congo-Brazzaville de Sassou Nguesso et du Gabon avec le nouveau protégé d'Elf-Erap que devient insensiblement l'Angola postcommuniste [...].

Ne serait-il pas temps pour Museveni de négocier enfin sérieusement une réconciliation véritable avec son opposition armée dans son pays, et une meilleure entente avec la France et la Tanzanie [...] ? ».

[Nous ne pouvons citer qu'une partie de ce « feu d'artifices », qui a suscité de vives réactions, certaines fort argumentées. Nous avons eu plusieurs fois déjà l'occasion d'apostropher l'afropolitique adlerienne, éperdument françafricaine et dangereusement mortifère (cf. Billets n° 18, 41 et 47). Ses propos vont du négationnisme larvé (le génocide devient « d'horribles massacres » ; la France n'y a aucune responsabilité ; les attaques « audacieuses » des « groupes armés hutu », animés au Rwanda de la même idéologie génocidaire, deviennent une revanche jubilatoire), à une proposition de grande alliance anti-tutsie. Kabila est invité à la rallier, derrière le panache français.

Message : hors la France, point de salut, les ténèbres et la mort. Par exemple, si Museveni ne va pas à Canossa, on continuera d'armer et de dresser contre lui les délinquants guérillas ougandaises, type Lord's Resistance Army, que nous avons présentées l'an dernier (Billets n° 44).

Ce ne serait qu'affligeant - et étonnant pour L'Express, qui publie par ailleurs les reportages de Vincent Hugeux (cf. infra) - si l'on ne savait qu'Alexandre Adler est très proche de Jacques Chirac. Selon toutes les apparences, il traite de l'Afrique à partir des informations et analyses fournies au pouvoir exécutif par les divers services de renseignement. L'alchimie géoraciale, l'idéologie raciste, mégalomane et négationniste qui nourrit ces « sources » secrètes procède vraiment d'un delirium tremens. Avec de tels pense-bêtes, la Françafrique reste l'ingénieur ivre dans les centrales nucléaires de l'ethnicisme].

L'Express, Rwanda, pourquoi tant de gêne ?, 12/02/1998 (Vincent HUGEUX) : « Ce jeudi de décembre, le service étranger de L'Express reçoit, autour d'un menu langouste, un haut fonctionnaire du Quai d'Orsay, fraîchement promu. [...] Le débat s'oriente vers le génocide rwandais et "l'indigne procès fait à la France". "Oseriez-vous prétendre que Paris fut pour quelque chose dans cette tragédie ?", s'exclame notre hôte. Un journaliste se doit aussi d'être patriote". [...]

L'examen des prémices du désastre rwandais jette une lumière crue sur le soutien aveugle à un régime dont la dérive ethniciste était patente. Et sur l'écrasante responsabilité qui incombe à cet égard à François Mitterrand, protecteur têtu de son homologue Juvénal Habyarimana, devenu au fil des ans l'otage des fanatiques de la suprématie hutu. On peut évoquer l'amitié liant les fils des deux chefs d'État. [...] Mais il est une autre piste, moins anodine : la "dette" contractée envers Kigali pour son rôle de transitaire docile lors de livraisons secrètes d'armements destinés à l'Afrique du Sud de l'apartheid. D'autant que la commande aurait porté, non sur des missiles, comme on le murmura alors, mais sur de l'équipement nucléaire. [...]

En mars 1992, un colonel de gendarmerie en poste à Kigali, alerté par un avocat belge, constate l'ampleur des massacres anti-Tutsi perpétrés dans le nord-ouest. L'officier vient à Paris informer ses supérieurs. Lesquels lui intimant l'ordre de se taire. Dès octobre 1990, l'africaniste Jean-François Bayart avait rédigé, pour le compte du Centre d'analyse et de prévision du Quai d'Orsay, une note dénuée d'équivoque. Mais voilà, Georges Martres, dont on ne sait s'il fut l'ambassadeur de France auprès d'Habyarimana ou l'inverse, adressa aussitôt à Paris une dépêche réfutant point par point le diagnostic de l'expert... [...]

Le 6 avril 1994 [...], le Falcon 50 du président rwandais est abattu par un missile. Tiré par qui ? Le FPR ? On ne peut l'exclure. Deux mercenaires européens agissant pour le compte des ultras du *hutu power*, hostiles à la "reddition" d'Arusha ? C'est plus probable. Et tout porte à croire que Paris détient la clef de l'énigme : un témoin affirme avoir vu l'enregistreur de vol au domicile d'un conseiller militaire français quelques heures après l'attentat. [...]

Le 25 juin, deux jours après le déclenchement de l'opération "Turquoise", l'envoyé spécial de L'Express se rend en compagnie d'un photographe américain et d'un confrère du *Times* de Londres dans les collines de Bisesero, où les tueurs hutu traquent les paysans tutsi. Sur le chemin du retour, le trio croise un groupe de journalistes emmenés par des officiers français, aussitôt avisés. Nous apprendrons plus tard qu'il faudra près de deux jours aux "Turquoise" pour secourir - efficacement d'ailleurs - les survivants. Argument avancé par un initié : la présence d'un sujet britannique nous a fait craindre un coup tordu des services britanniques... [...] Les vieilles fraternités d'armes et le souci de ménager le "gouvernement intérimaire" [mis en place par le Hutu power] ont à coup sûr souillé la pureté du dessein affiché. "L'exfiltration des criminels est avérée", reconnaît un responsable élyséen. De même, les spécialistes les plus mesurés conviennent que Paris finançait encore, au moins trois à quatre semaines après le début du massacre, des livraisons d'armes et de munitions venues des pays de l'Est. Au-delà, nul doute que les officines de marchands de canons ont opéré au su de Paris ».

ALGÉRIE

Libération, Algérie : la mort douteuse de l'énigmatique Ali Touchent, 16/02/1998 (José GARÇON) : « Une autopsie qui dure neuf mois et dont les résultats tombent précisément vingt-quatre heures avant l'arrivée de Jack Lang, le président de la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée [...] : l'annonce [...] à Alger de la mort d'Ali Touchent, le "cerveau" présumé des attentats de 1995 en France, suscite plus de questions qu'elle n'en résout. Selon le communiqué publié par les services de sécurité en plein

week-end algérien - ce qui est pour le moins inhabituel - Touchent, alias "Tarek", a été *"formellement identifié"* après sa mort, qui remonte au 23 mai 1997 dans un hôtel de la rue de Tanger à Alger. [...]

"Tarek" ne se cachait pas en Algérie. Alors que son portrait avait été largement diffusé, il habitait et circulait tranquillement à Alger dans la cité des CNS (l'ex-"Compagnie nationale de sécurité", qui correspond aux CRS), près de la caserne Châteauneuf [*le principal centre de tortures à Alger*], un lieu hautement sécurisé. [...] Djamel Zitouni, le chef des GIA qui aurait ordonné la campagne d'attentats, a été tué par ses comparses des GIA. Yahia Rihane, alias "Krounefel", qui aurait été à la tête d'un commando envoyé en France pour orchestrer ces attentats, est mort en mars dernier. Tué lors d'un assaut contre un *"repaire de terroristes"*, près de Kouba, selon les forces de sécurité algérienne, qui n'ont expliqué ni comment ni quand Rihane s'était retrouvé en Algérie. Avec l'annonce de la mort de "Tarek", les principaux responsables présumés des attentats en France auront tous disparu ».

ET AILLEURS

La Lettre du mois d'Agir ensemble pour les Droits de l'Homme, Comment la Mauritanie combat l'esclavage, 02/1998 (André BARTHÉLÉMY) : « Puisqu'il n'y a pas vraiment la volonté d'interdire l'esclavage, le président Maaouya Ould Taya interdit... qu'on en parle ! Le 17 janvier, il a fait incarcérer Boubacar Messaoud, président de SOS Esclaves, qui avait eu l'audace de participer à une émission diffusée le 15 janvier sur France 3 et sur Canal France International et consacrée à cette pratique. Arrêtés aussi Cheikh Saïd Bouh Kamara, président de l'Association mauritanienne des Droits de l'Homme [...], et Maître Ould Ebetty, membre du Collectif des Avocats qui, depuis dix ans, défend les victimes de la répression. [...]

Il convient de souligner que les trois victimes appartiennent aux trois composantes de la société mauritanienne : les Blancs ("Maures"), les Noirs ("Négro-africains") et les anciens esclaves affranchis ("Haratines" ou "Maures noirs" : des négro-africains culturellement assimilés aux Maures). [...]

Maures Blancs, Haratines ou Négro-africains, beaucoup de Mauritaniens ont honte de la persistance de cette barbarie d'un autre âge que constitue l'esclavage. Dans les trois composantes, des hommes de valeur et de courage sont déterminés à en combattre les survivances. [...]

Maaouya Ould Taya montre une fois de plus sa vraie nature : le responsable suprême des massacres de soldats négro-africains en 1989/1990 et de la déportation au Sénégal de centaines de milliers de Mauritaniens peuhls, wolofs et soninkés ».

[Donné en modèle à l'Afrique par Jacques Chirac lors de sa visite officielle en septembre 1997 (cf. Billets n° 51), le président mauritanien a fait condamner le 12 février à 13 mois de prison ferme les militants incarcérés. Plus d'une centaine de policiers en tenue de combat étaient présents dans la salle du tribunal... À vrai dire, le régime Ould Taya est un « modèle » de dictature clanique].

Les Échos, La vie reprend lentement son cours à Brazzaville meurtrie par cinq mois de guerre civile, 18/02/1998 (Stéphane DUPONT) : « Postés aux abords de [*Brazzaville*] [...], près de 2 000 soldats angolais veillent discrètement. Grâce à l'aide bénévole de la Lyonnaise des Eaux et d'EDF, l'eau et l'électricité ont été partiellement rétablies. [...] Principale entreprise de la ville, la brasserie a repris ses activités [...]. Installée juste à côté de la résidence de Denis Sassou Nguesso, à Mpila, cette filiale de la CFAO [*groupe Pinault*] et de Heineken n'a, par miracle, subi aucune destruction majeure. Située à proximité, la Siat n'a pas eu cette chance : cette fabrique de cigarettes appartenant au groupe Bolloré est partie en fumée. [...]

Les entreprises [*principalement françaises*] sont décidées à [*faire*] repartir [*leur activité*] au plus vite. [...] "*Grâce à la production pétrolière en plein boom, les perspectives économiques sont prometteuses*", souligne un diplomate. "*Les sociétés ont très bien gagné leur vie avant la guerre et ont accumulé suffisamment de réserves pour repartir*", reconnaissent leurs responsables en privé. Quand elles n'ont pas fait de juteuses affaires à Pointe-Noire pendant les affrontements. [...]

Les bailleurs de fonds [...] s'inquiètent des capacités de certains ministres [...] à gérer honnêtement le pays. "*C'est un gouvernement de remerciements*", souligne un diplomate. *Denis Sassou Nguesso a dû récompenser ses fidèles et les chefs de guerre*". [...] Certains ministres, qui ont connu de coûteuses traversées du désert, "*n'hésitent pas à bloquer des dossiers pour quelques pots-de-vin*", dénonce un homme d'affaires. Les fonctionnaires, qui ont tout perdu pendant les combats, sont encore plus voraces ».

[*Bref, « rigueur » à tous les étages ! Le Congo-Brazza est reparti pour un tour de manège franc-africain, grâce à « l'aide bénévole » de la Lyonnaise des Eaux, à la « chance » du chiraquien Pinault, à la faculté de Bolloré de mobiliser les indemnités ou les prêts bonifiés qui feront renaître de ses cendres sa lucrative manufacture de tabac*].

Le Soir, Encore un signal inquiétant, 14/02/1998 (Véronique KIESEL) : « Étienne Tshisekedi a déjà été arrêté à de nombreuses reprises, il a déjà passé de longues périodes en prison, il a déjà été relégué. Son arrestation brutale jeudi soir [*12/02/1998*] par des soldats de l'Alliance est donc loin d'être une première pour lui, mais elle choque car elle a été décidée dans le plus pur style mobutiste par un régime que le monde entier espérait différent. En arrêtant le président national de l'UDPS, en décidant de le reléguer dans son village natal du Kasai, privant ainsi de toute activité politique celui qui, malgré erreurs et maladresses, reste toujours le leader de l'opposition, le président Kabila envoie un message inquiétant aux Congolais et aux partenaires étrangers du Congo. [...]

[*III*] avait déjà annulé in extremis la grande Conférence nationale sur la Reconstruction, officiellement pour des raisons financières et de logistique, mais plus que probablement parce que les recommandations émises par les provinces réclamaient le rétablissement des partis politiques et la démocratisation du nouveau Congo. [...]

Un autre signal négatif a été émis cette semaine par Kinshasa : en annulant à plusieurs reprises le rendez-vous avec Jesse Jackson, le pasteur noir américain envoyé spécial du président Clinton, puis en décidant de le recevoir à l'heure même où l'émissaire américain rencontrait Étienne Tshisekedi, Laurent-Désiré Kabila a déçu le département d'État américain, qui s'est dit inquiet des dérives du nouveau régime en matière de droits de l'Homme. Au moment même où Fidel Castro libère massivement ses opposants, on en viendrait à souhaiter une visite papale à Kinshasa ».

Le Canard enchaîné, Le préfet qui commençait à être très gênant, 11/02/1998 (Nicolas BEAU) : « Bien curieux, le préfet [*de Corse Claude Érignac assassiné le 6 février*] s'est [...] interrogé sur les raisons de l'effondrement de la Cadec, la société de développement corse, renflouée à deux reprises [*par l'État*], mais qui accuse pourtant plusieurs centaines de millions de déficit. À l'échelle insulaire, c'est un scandale pire que celui du Crédit Lyonnais.

La filiale de leasing de la Cadec, Corsabail, a financé [...] l'hôtel Miramar de Propriano, qui appartient à la femme de Jean-Jérôme Colonna, dit "Jean-Jé", lourdement condamné dans l'affaire de la *French Connection* dans les années 70 [...], l'un des personnages les plus puissants et les plus craints de l'île. Quand ce notable marie sa fille en août dernier [...], la majorité de la classe politique de l'île est présente. Charles Pasqua s'est fait représenter par Daniel Leandri, mais le préfet Érignac, lui, n'est pas de la fête.

Ce protestant ne respecte rien. Il saisira même, début 1997, les tribunaux administratifs des contrats signés entre la ville d'Ajaccio et une société de parkings et d'horodateurs, la Serep. Laquelle est dirigée par Noël Pantalacci, premier adjoint RPR [...] d'Ajaccio, président de la Cadec et membre éminent de *Demain la Corse*, l'association présidée par Pasqua ».

[*On retrouve à Demain la Corse la fine fleur de la Corsafrique : Robert Feliciaggi, le pape des casinos et des paris dans le golfe de Guinée, occupe une place de choix ; patron d'Elf-Corse et de la Cadec, Noël Pantalacci apporte sa connaissance des circuits pétroliers et financiers à ce « laboratoire d'idées ». Pour montrer qu'il a les idées larges, l'ex-ministre de l'Intérieur n'hésite pas à s'afficher à L'Eden Roc - un palace d'Ajaccio, autre propriété de fait de Jean-Jé Colonna (cf. Billets n° 53). Le protestant Érignac ne goûtait guère cet œcuménisme.*]

LIRE

Jean-Paul Gouteux, *Un génocide secret d'État. La France et le Rwanda*, Éditions sociales, 1998.

L'ouvrage traque avec fougue l'ensemble des adhésions françaises au projet, à l'idéologie et à la négation du génocide rwandais : politiques, militaires, médiatiques, etc. Une charge documentée, et un appel bienvenu au sursaut civique, alors même que se multiplient les brèches où il pourra s'engouffrer.

Amnesty International, *La terreur en Casamance*, 1998, 88 p.

Une bonne introduction à la réalité de la sale guerre casamançaise, qui dure depuis 15 ans. Mal traitée politiquement par un État sénégalais malade (cf. le *Dossier noir* n° 10, *France-Sénégal : une vitrine craquelée*, L'Harmattan, 1997), la revendication séparatiste casamançaise évolue vers un traitement uniquement militaire. L'armée sénégalaise s'y dégrade, elle dont on voudrait faire l'un des pivots des futures troupes interafricaines de maintien de la paix. À force d'énerverment, il pourrait venir à cette armée-là des tentations putschistes - comme jadis à sa marraine française en Algérie.

Jacques Godfrain, *L'Afrique notre avenir*, Michel Lafon, 1998, 305 p.

On ne peut qu'être d'accord avec le titre et les appels à la générosité plutôt qu'au repliement. On ne peut que se féliciter que certaines vieilles revendications des ONG soient pleinement reconnues par l'ancien ministre de la Coopération de Jacques Chirac, par exemple l'achat des secours alimentaires d'urgence sur les marchés régionaux, ou le rôle des femmes dans le développement.

Mais le propos manquera de crédibilité tant que le fils spirituel de Jacques Foccart revendiquera son foccartisme. Cela donne par exemple : « *L'éléphant blanc, à peine reconnu comme animal mythique, est déjà en voie de disparition* » (p. 147). « *La colonisation française a été, en gros réussie. Même si la décolonisation l'a été encore plus* » (p. 68). « *C'est en partie grâce à [Jacques Foccart] si la transition vers l'indépendance s'est accomplie en Afrique francophone dans la paix, sans goutte de sang. [...] Il n'y a pas eu de sang versé dans la conquête du pouvoir* » (p. 158).

La (ou les) centaines de milliers de morts de la répression inouïe contre le parti de l'indépendance camerounaise, l'UPC (1957-1970), n'avaient que du sang noir dans les veines. Comme les leaders indépendantistes assassinés, Ruben Um Nyobé ou Félix Moumié... C'est l'un des chefs français de l'écrasement de l'UPC, le commandant Georges Maïtrier qui, promu chef de la coopération militaire franco-togolaise, a ourdi avec le sergent Eyadema, démobilisé de la guerre d'Algérie, l'élimination du président élu Sylvanus Olympio (1963). Tous ceux qui s'opposaient au maintien de la tutelle française, politique, économique, monétaire et militaire, ont été écartés par les armes ou amadoués par la corruption. Sauf Sékou Touré qui, à force de complots réels, a sombré dans la paranoïa sécuritaire.

L'Afrique ne sera notre avenir que si nous admettons le passé.

Les *Dossiers noirs* de la politique africaine de la France, n° 10

France-Sénégal *Une vitrine craquelée*

Une « démocratie » verrouillée par la fraude paralyse le Sénégal, qui voit monter les périls de tous ordres (internes et externes). Pendant ce temps, les acteurs réels d'une économie virtuelle rivalisent de sophistication dans le détournement des fonds publics et la corruption.

Agir ici et Survie, L'Harmattan, 66 p. Peut être commandé à *Survie* (40 F, port inclus).

Banque mondiale, *Faire reculer la pauvreté en Afrique subsaharienne*, 1997, 172 p.

L'ouvrage permet de mesurer un certain nombre de mutations à l'œuvre dans le regard que porte la Banque sur l'économie, et sur la tare de cette dernière, la misère. Avec quelques années de retard sur le PNUD, la BM a décidé de mettre la « *lutte contre la pauvreté* » au centre de sa stratégie. Certes, le chemin est long entre le dire et le faire, mais les interpellations et les évaluations que cette option théorique autorise commencent à infléchir les modes de raisonnement. Compte tenu du *leadership* intellectuel que continue d'exercer la Banque sur la pensée économique officielle, on ne peut que se féliciter de cette mise en chemin, et des contradictions qu'elle va faire apparaître.

L'une d'elles a surgi à propos du financement du projet pétrolier tchadien. Initialement, ce projet servait la croissance contre le développement, devait enrichir les riches et écraser un peu plus les pauvres. La Banque est dans ses petits souliers. Si elle est cohérente avec elle-même, et qu'elle n'obtient pas que le projet serve aussi réellement à réduire la pauvreté, elle devrait renoncer à le financer.

Monique Chemillier-Gendreau, *L'injustifiable. Les politiques françaises de l'immigration*, Bayard, 1998, 286 p.

L'une des principales animatrices du « Collège des médiateurs » créé en 1996 en faveur des sans-papiers de Saint-Bernard nous propose un panorama très complet et documenté de la question de l'immigration, sous ses aspects historiques, politiques et juridiques. Il débouche sur la

bonne question : la capacité française à réduire l'exclusion et le racisme, bref à renouveler le pacte républicain, celui du « vivre ensemble » - bref, la question politique par excellence.

L'auteur semble présupposer, cependant, que cette capacité est intacte. Comme elle ne l'est pas, des paliers thérapeutiques sont sans doute nécessaires : il faut plâtrer la fracture sociale si l'on veut que, sans se casser la figure, la société française, plus confiante en elle-même, reparte à la découverte des vertus de l'hospitalité.

Vous appréciez "*Billets*" et approuvez ses objectifs ?

Vous pouvez l'aider en :

- vous **abonnant** :

France : 80 F ; soutien : 100 F ;

Étranger : 100 F ;

- le **diffusant** dans votre entourage concerné (qui ne l'est pas ?) par tout moyen qui vous conviendra ;

- envoyant à *Survie* toute **information** pertinente, de préférence peu connue, sur la politique franco-africaine et l'utilisation de l'aide au développement.